



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 16 – jeudi 20 avril 2023

En bref

Nigéria : D'après la Banque mondiale, 96,3 % des recettes publiques ont été allouées au paiement du service de la dette en 2022 ; La Chambre de commerce et d'industrie de Lagos soutient que la suppression de la subvention à l'essence est la meilleure solution pour réduire la dette ; L'Agence pour l'électrification rurale a mis en place l'équivalent de 100 M USD de projets en trois ans ; TotalEnergies annonce mettre fin au torchage de gaz en 2023.

LE CHIFFRE À RETENIR

49 400 MD NGN
(108,7 MD USD)

c'est le volume de paiements électroniques réalisés au Nigéria en mars 2023, soit +31,4 % en un mois.

Ghana : La Banque mondiale devrait participer à hauteur d'un tiers au Fonds de stabilité du Ghana, pour un montant de 250 M USD ; En mars 2023, le trafic portuaire a diminué pour le 10^{ème} mois consécutif.

Nigéria

D'après la Banque mondiale, 96,3 % des recettes publiques du Nigéria ont été allouées au paiement du service de la dette en 2022

[La Banque mondiale indique que le déficit public constant du Nigeria a aggravé l'encours de la dette publique du pays, 96,3 % des revenus du gouvernement étant désormais consacrés au service de la dette en 2022.](#) C'est ce qui ressort

de son [rapport « Macro Poverty Outlook for Nigeria : April 2023 brief »](#). Celui-ci indique notamment que, en 2022, le coût de la subvention à l'essence est passé de 0,7 % à 2,3 % du PIB. La faiblesse des recettes non pétrolières et les paiements d'intérêts élevés ont pu par ailleurs aggraver les pressions budgétaires. Le déficit budgétaire a été estimé à 5,0 % du PIB en 2022, dépassant la limite stipulée pour le déficit budgétaire fédéral de 3 %. Cela a maintenu l'encours de la dette publique à plus de 38 % du PIB et a fait passer le ratio service de la dette/recettes publiques de 83,2 % en 2021 à 96,3 % en 2022. L'institution de Washington a

également déclaré que la pénurie de liquidités créée par la politique de refonte du naira de la CBN entravait la croissance économique du pays et les efforts de réduction de la pauvreté, ajoutant que le Nigéria comptera environ 13 millions de pauvres supplémentaires entre 2019 et 2025. Le rapport indique également que l'économie nigériane devrait croître en moyenne de 2,9 % par an entre 2023 et 2025, soit à peine plus que le taux de croissance démographique de 2,4 %. La banque a également déclaré que l'inflation chroniquement élevée du Nigéria est en hausse depuis 2019, en particulier pour les produits alimentaires, érodant le pouvoir d'achat des Nigériens pauvres et vulnérables : l'inflation a atteint une moyenne annuelle de 18,8 % en 2022, un record en 21 ans, avec une inflation alimentaire en 2022 qui aurait fait basculer cinq millions de Nigériens dans la pauvreté.

La Chambre de commerce et d'industrie de Lagos soutient que la suppression de la subvention à l'essence est la meilleure solution pour réduire la dette du Nigeria

[La Chambre de commerce et d'industrie de Lagos \(LCCI\) estime que la suppression des subventions à l'essence prévue par le gouvernement fédéral reste l'une des meilleures décisions économiques pour réduire la dette du Nigeria.](#) Rappelons que le Nigeria a obtenu un plan d'aide de 800 M USD de la Banque mondiale pour minimiser l'effet de la suppression des subventions sur les personnes les plus vulnérables de la société. M. Olawale-Cole, président de la LCCI, a ainsi invité le gouvernement à commencer à mettre en œuvre plusieurs mesures d'amortissement avant la suppression des subventions au cours du second semestre de l'année, afin d'atténuer toute éventuelle perturbation de l'économie. « La suppression des subventions aux carburants devrait, entre autres, stimuler les investissements dans le raffinage et la pétrochimie au niveau national et créer une importante chaîne de valeur pour les différentes parties prenantes. Bien que la suppression prévue des subventions sur les carburants puisse entraîner une remontée

de l'inflation à court terme, il s'agit sans doute de l'une des meilleures décisions économiques pour réduire nos dettes insoutenables. » a-t-il déclaré. M. Olawale-Cole a ajouté la priorité devrait être de parvenir à une désinflation soutenue et à une croissance réelle raisonnable. « Par conséquent, il est clairement nécessaire que le gouvernement renforce son soutien aux secteurs critiques tels que l'agriculture, la fabrication d'infrastructures d'exportation, l'électricité, l'énergie et l'insécurité. Alors que la Banque centrale du Nigeria se lance dans un resserrement monétaire pour maîtriser l'inflation, celle-ci devrait s'assurer que les crédits concessionnels ciblés pour le secteur privé sont maintenus pour les micro, petites et moyennes entreprises », a-t-il abondé.

L'Agence pour l'électrification rurale a mis en place l'équivalent de 100 M USD de projets en trois ans

L'Agence pour l'électrification rurale (REA) est une agence du ministère fédéral de l'Energie. Fondée en 2006, elle est restée quasi-inactive pendant une décennie avant que la stratégie et l'équipe de direction soient renouvelées. Depuis, de nombreux projets se sont concrétisés. [La majorité des équipements ont été mis en place entre 2020 et 2022 pour un montant de 45,9 Md NGN, soit 99,6 M USD.](#) A ce jour, la REA a permis à 5 millions de Nigériens d'accéder à l'électricité grâce à 2 046 installations photovoltaïques domestiques pour près de 2 000 foyers, cinq centres de santé et dix écoles. En 2022, six communautés ont ainsi été équipées de *mini-grid* alimentant en priorité les commerces et les agriculteurs, afin de soutenir l'activité économique dans des zones reculées et déshéritées. En plus de s'attaquer au gap énergétique, la REA cherche également à améliorer l'accès à l'eau. Ainsi, 200 fermes collectives ont été équipées de pompes à eau solaires et 3 000 cultivateurs formés à aux techniques d'irrigation durables. Pour renforcer son action, la REA s'associe aux bailleurs internationaux et au secteur privé. [En septembre 2022, la filiale nigériane d'Engie, Engie Energy Access, a signé un accord de 60 MUSD avec la REA pour électrifier 150 000 personnes grâce aux mini-grid.](#)

TotalEnergies annonce mettre fin au torchage de gaz en 2023

La filiale nigériane de TotalEnergies, TotalEnergies E&P Nigeria, mettra fin au torchage de gaz dès cette année. Cette annonce a été faite par le directeur général adjoint du groupe au Nigéria, Victor Bandele, lors du Nigeria International Energy Summit qui s'est tenu du 16 au 20 avril à Abuja. D'après M. Bandele, TotalEnergies réutilise déjà 95 % du gaz produit, mais souhaite renforcer cet effort pour accompagner la transition énergétique du Nigéria. L'électricité produite grâce au gaz permettra d'électrifier des communautés locales, à proximité des zones d'extraction. Le Nigéria cherche depuis plusieurs années à lutter contre le torchage de gaz, qui représente un manque à gagner important. Ainsi entre 2019 et 2020, plus de gaz a été torché qu'il n'en a été fourni aux centrales électriques. D'après les estimations, le pays perdrait chaque année 750 M USD à cause de cette pratique.

Ghana

La Banque mondiale devrait participer à hauteur d'un tiers au Fonds de stabilité du Ghana, pour un montant de 250 M USD

A Washington, à l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, le Ministre des Finances ghanéen Ken Ofori-Atta a annoncé que la Banque mondiale participerait au Fonds de stabilité du Ghana pour un montant de

250 M USD. Le Fonds de stabilité, dont la dotation est ciblée à 750 M USD, vise à atténuer les risques de liquidité et de solvabilité des institutions financières qui ont participé au programme d'échange de dette domestique plus tôt dans l'année, dans le cadre de la restructuration de la dette publique. Cette annonce s'inscrit dans les avancées réalisées en matière de stabilisation macroéconomique de l'économie ghanéenne, qui conditionne en partie le versement de 3 Md USD par le FMI au titre d'une facilité de crédit élargie.

En mars 2023, le trafic portuaire a diminué pour le 10^{ème} mois consécutif

Au Ghana, le trafic portuaire suit une tendance baissière depuis 2018 ; en mars 2023, il diminuait pour le 10^{ème} mois consécutif. En 2022, le trafic de conteneurs au Ghana avait ainsi diminué de 20,3 %, passant en dessous du niveau moyen enregistré sur 2020. Face à ce constat, la Autorité portuaire du Ghana (GPHA) a réuni un ensemble d'acteurs du secteur du transport maritime afin d'en identifier les causes. Ont été mises en avant la hausse des coûts au commerce pour les expéditeurs, notamment enclavés tels que le Mali, le Niger ou le Burkina Faso, qui font face à un durcissement des politiques fiscales – les taxes à l'importation ont été progressivement augmentées – et l'identification de points de contrôle illégaux sur le territoire ghanéen. Les expéditeurs seraient ainsi incités à commercer dans les ports des pays voisins, impliquant un manque à gagner en termes de recettes fiscales – les marchandises étant dès lors acheminées par voies terrestres au Ghana, plus poreuses que les voies maritimes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international